

Les Agents du collectif des UE, soutenus par la Cgt-Inra, aux Directeurs d'Unités des UE

Cher(ère)s collègues,

La Direction Générale vous convie ce 22 février à une réunion sur l'évolution du dispositif expérimental de l'Inra où elle souhaite partager avec vous les enjeux, les modalités et les attendus concernant l'évolution des UE.

Nous considérons qu'il est important de replacer cette réunion dans le contexte des différents rapports sur le dispositif expérimental, rapports sollicités par la Direction Générale et qui se situent tous dans "le sacro-saint" contexte de la réduction des effectifs ITA dans la Recherche Publique.

Il convient aussi de placer ce rendez-vous au regard de la pétition pour la défense des UE que nous avons remise à la Direction Générale le 5 décembre 2006 et qui comporte plus de 1.700 signatures réunies en très peu de temps.

Vous devez enfin savoir que les organisations syndicales nationales de l'Inra et des représentants du collectif des UE seront reçus le 1^{er} mars pour "une rencontre sur le devenir des UE", rencontre où seront présentés *"les premiers éléments résultant de la consultation des conseils scientifiques des départements concernés, mais aussi des conclusions de la réunion avec les directeurs des UE que la Direction Générale souhaite au préalable organiser"* (il s'agit de la réunion à laquelle vous êtes invités ce 22 février).

Vous êtes directeur(trice) d'une Unité Expérimentale, vous avez donc des responsabilités d'animation et d'encadrement au plus près des réalités de terrain concernant l'expérimentation que vous connaissez bien.

La restructuration des Unités Expérimentales pose des questions vitales pour l'avenir de la recherche agronomique, questions qui ne peuvent être éludées.

Or, si elle a fait l'objet d'une analyse technique et scientifique, par secteur, au niveau de la Direction Générale (responsables de secteurs et de certains départements et commissions ad hoc), elle n'a pas été portée à la discussion de l'ensemble du personnel, ni même de tous les élus ou représentants syndicaux.

Il est aussi remarquable que le conseil scientifique national de l'INRA n'ait pas eu à se prononcer sur ce processus, comme si la restructuration en cours ne relevait pas d'une politique scientifique nationale. C'est pourtant dans ce cadre stratégique que la Direction Générale annonce explicitement son intention de diminuer les moyens alloués aux recherches descriptives. Pourtant, les conseils scientifiques des départements, eux, sont consultés. De plus la Direction Générale n'a toujours pas répondu, pour l'instant, aux propositions faites depuis des mois par ces mêmes commissions ad hoc.

Il importe aussi de noter que les consultations des commissions des départements se sont accélérées depuis que le dernier rapport sur les UE a été rendu public suite à la lettre ouverte adressée par la Cgt-Inra à la Directrice Générale (lettre du 23 mai 2006¹).

L'importance de la réunion de ce 22 février pour l'avenir du dispositif expérimental de l'Inra et plus généralement pour l'avenir de l'expérimentation agronomique, nous conduit à souligner les passages, selon nous les plus marquants, d'une autre lettre ouverte², cette fois adressée à la Direction Générale par des scientifiques élus dans les instances de l'Inra et signée à ce jour par 81 agents. Les questions et propositions contenues dans cette lettre relèvent, nous semble-t-il, des débats de la réunion d'aujourd'hui :

"La Direction Générale de l'INRA a choisi de réduire le nombre des UE de façon drastique et de concentrer celles qui subsisteraient **en dépit de toutes les conséquences négatives qui peuvent en résulter pour les personnels et les recherches INRA, en dépit du caractère fondateur et essentiel de ces activités pour l'identité de l'INRA**. Cette situation est dénoncée depuis des mois à l'INRA comme à l'extérieur.

La construction du dispositif des UE au sein du même organisme a demandé de nombreuses années (achats de parcelles d'expérimentation, équipements lourds, constitution de collectifs de travail ayant des compétences spécifiques, relations avec des partenaires professionnels, insertion dans des réseaux locaux, etc.). Ce patrimoine ne peut être démantelé de **façon irréversible** sans que le rôle qu'il pourrait jouer dans les recherches à venir de l'Institut ne soit correctement évalué et mis en débat.

¹ Lettre ouverte de la CGT-INRA à Madame la Présidente de l'INRA datée du 23 mai 2006 : <http://www.inra.cgt.fr/actions/revendications/UE/06-27.pdf>

² Lettre ouverte de scientifiques et d'élus à la Direction Générale de l'INRA datée du 22 janvier 2007 : <http://www.inra.cgt.fr/actualites/messages/22janv07.htm>

Cette restructuration pose en effet des **questions vitales pour l'avenir de la recherche agronomique qui ne peuvent être éludées**. Par exemple :

- En matière d'expérimentation agronomique, est-il pertinent de jouer à tout prix la carte de la concentration géographique ? Que perdons-nous ? Quels risques prenons-nous ? L'heure n'est-elle pas venue d'analyser d'un même mouvement la façon dont se distribue le dispositif d'expérimentation de l'INRA sur l'ensemble du territoire national, de reconnaître que la structure spatiale des dispositifs expérimentaux prend une importance cruciale ? Les préoccupations grandissantes de développement durable ne supposent-elles pas de garantir sur le long terme des possibilités d'expérimentation dans des gammes d'environnements variés pour appréhender les effets imprévus des transformations en cours sur les écosystèmes, les systèmes de culture et d'élevage, l'agriculture durable, la toxicologie, et la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme ? Dans cette perspective, la France avec la diversité de ses systèmes de cultures et l'étendue de ses territoires n'a-t-elle pas à affirmer un rôle particulier en Europe ? Enfin, l'histoire de l'épidémiologie n'invite-t-elle pas à la prudence quant au regroupement d'UE animales sur de mêmes sites ?

- L'évolution d'une unité expérimentale doit-elle être raisonnée dans la même temporalité que celle d'une culture *in vitro* ou d'un modèle de simulation ? Quelles sont les contraintes inhérentes à l'enregistrement de données de terrain dans le cadre de protocoles de longue durée ? N'est-il pas naturel d'assumer pleinement les efforts à consentir pour assurer la continuité de ces dispositifs, de leurs équipes et l'entretien du patrimoine ? En quoi ces activités nécessitent-elles des compétences particulières ? Que perd-on si on renonce à cette possibilité ? Ne faut-il pas s'interroger sur la dérive inquiétante que représente, à l'INRA comme ailleurs, le développement de modèles de plus en plus vides de contenus empiriques, posant des problèmes croissants de validation des connaissances produites ?

- L'avenir des UE de l'INRA ne concerne-t-il que l'INRA ? L'expérimentation agronomique n'est-elle pas un maillon fondamental du processus d'innovation en agriculture et un objet partagé avec de nombreux partenaires ? N'est-il pas impératif que l'évolution du dispositif expérimental de l'INRA fasse l'objet d'une concertation scientifique globale, conduite au plan national, associant nos partenaires scientifiques extérieurs mais aussi l'interprofession et les personnes directement concernées par la redéfinition du dispositif de R et D lié à l'agriculture (Instituts techniques, chambres consulaires, collectivités territoriales, syndicats agricoles, associations de consommateurs, ...) ? Les souhaits affichés par l'INRA d'approches multidisciplinaires intégrées, sur des systèmes agricoles en conditions proches de la pratique (y compris innovantes) peuvent-ils déboucher sur des propositions concrètes si l'on réduit en même temps le périmètre et les moyens des UE de l'INRA ?

De nombreuses questions restent en suspens. Il nous faut donc mettre en place une réflexion de fond pour **repenser ensemble le rôle des UE dans une perspective globale tenant compte** d'une stratégie scientifique d'ensemble de l'Institut et de l'avenir du dispositif de R&D.

C'est pourquoi, bien au-delà de la réunion des Conseils Scientifiques de Départements organisée en ce début d'année 2007, **nous demandons qu'un débat scientifique large soit organisé pour construire une vision à long terme du statut de l'expérimentation à l'INRA**. Nous demandons donc que les Conseils Scientifiques et de Gestion des Départements organisent la consultation dans leurs domaines, que des échanges entre départements soient établis, et que les partenaires extérieurs soient associés à la réflexion. Nous demandons aussi que cette question qui est un élément clé de la stratégie scientifique de l'INRA soit mise à l'ordre du jour des débats du Conseil Scientifique National de l'INRA.

Nous appelons en conséquence pour l'heure à un moratoire sur la fermeture des Unités Expérimentales et à un arrêt de la réduction de leurs moyens en personnel, en équipement et en fonctionnement. En cela nous soutenons sans réserve la démarche des agents du collectif des UE qui appelle l'ensemble des personnels à soutenir leur action."

Enfin, vous savez que la dégradation des moyens dans vos UE, mais aussi les restructurations envisagées par la Direction Générale, ont et auront des implications importantes pour les femmes et les hommes qui travaillent dans les unités expérimentales et pour l'avenir même de ces unités. Or, chacun s'accorde aujourd'hui pour dire que les moyens de la recherche publique sont insuffisants. Au regard de ce constat ne peut-on pas envisager un développement du dispositif expérimental de l'Inra plutôt que des restructurations massives qui risquent d'être fatales à une partie de ce dispositif ?

Nous tenions à vous faire part de nos réflexions sur les restructurations actuellement à l'œuvre et nous espérons, par notre démarche, apporter notre contribution à la défense et au développement du dispositif expérimental en recherches agronomiques.